







50/177

**Médiathèque VS Mediathek**



1010807865

\*PA 4517

# LE CONSEIL D'ÉTAT

DU

CANTON DU VALAIS

A SES

**CHERS ET FIDÈLES CONFÉDÉRÉS.**



Sion, le 10 Mai 1839.

**Fidèles et chers Confédérés!**

**D**EPUIS longtemps un changement dans les Institutions politiques du Canton du Valais se laissait pressentir. Le privilège s'y débattait contre l'égalité des droits, l'esprit stationnaire contre les idées d'amélioration et de progrès.

Des réclamations présentées à différentes reprises et dans les formes les plus modérées, échouèrent constamment devant une aveugle obstination. La majorité du peuple se lassa enfin du rôle de suppliante envers une minorité intraitable; elle revendiqua ses imprescriptibles droits et une constitution nouvelle prit naissance.

PA 4517

Nous venons, fidèles et chers confédérés! la soumettre avec confiance à votre investigation et réclamer pour elle la garantie fédérale.

Pour que nos Co-Etats puissent se prononcer avec connaissance de cause, sur la grande question dont le Valais est en ce moment l'objet et qui intéresse toute la Confédération, nous jetterons un coup-d'œil rapide sur l'ancienne situation politique du Canton et retracerons brièvement les phases de notre reconstitution.

Le rapport lumineux et impartial de Messieurs les Commissaires Fédéraux sous date du 17 Mars dernier, nous dispense de longs développemens.

---

Le Haut-Valais, formé de sept dixains, exerça pendant une période d'environ trois siècles, sa domination sur le Bas-Valais.

Nous ne nous arrêterons pas à cette époque qui, heureusement est passée pour ne plus revenir, quelles que soient les illusions dont on puisse se bercer encore à cet égard dans le Haut-Valais.

Quant au Bas-Valais, on peut affirmer, que toute dure qu'ait été pour lui cette domination, elle n'y laissa aucune trace de ressentiment: il

oublia bien vite, dans les douceurs de la liberté, de longues humiliations et de douloureux sacrifices.

L'indépendance du Bas-Valais fut proclamée le 4 Février 1798, avec l'expression de sentimens d'affection que les événemens ne tardèrent pas à démentir.

Une Constitution du 3 Mars suivant, basée sur les grands principes d'égalité et de liberté qui étaient alors à l'ordre du jour, n'eut qu'une courte durée par suite de la réunion du Valais à la République helvétique.

Mais le Haut-Valais ne s'était point rallié franchement au nouvel ordre de choses; en 1798 comme dans l'année suivante, il profita des circonstances qu'il croyait favorables, pour essayer de recouvrer par la force des armes, son ancienne position.

Les maux que causèrent à tout le pays ces prises d'armes insensées et la guerre qui s'en est suivie, furent longs à cicatriser.

La République helvétique ayant terminé son existence agitée, le Valais se constitua en Etat indépendant et se donna, le 31 Août 1802, une Constitution qui était l'expression libre du vœu national.

A cette époque, tout fut mis en œuvre par les

agens du Gouvernement Français pour amener le Valais à se réunir à la France ; la résistance ferme et courageuse qu'il déploya, forme la plus belle page de son histoire, comme la période de la Constitution de 1802 en fut la plus heureuse.

Cette Constitution consacrait le principe de la représentation à raison de la population et bannisait tout privilège, sauf le suffrage, dans le corps souverain, laissé au Révérendissime Evêque.

Ce régime ne donna lieu à aucune espèce de plainte ; on lui doit les lois les plus sages, telles que celles sur le rachat des redevances féodales et du parcours, la suppression des coutumes locales &c.

Une volonté à la quelle rien ne résistait, vint y mettre un terme.

Un décret de Napoléon sous date du 14 Novembre 1810, incorpora le Valais à la France.

La force ayant cessé son injuste empire, il était naturel de remettre en vigueur, la Constitution de 1802 dont la force seule avait suspendu l'exercice et qui avait pour elle l'épreuve du tems, mais le Haut-Valais ne voulut pas oublier son ancienne domination.

Il éleva les prétentions les plus exagérées, et proposa la division du Pays en neuf Dixains,

dont six pour lui et trois seulement pour la partie inférieure dont la population égalait presque la sienne.

L'injustice de ces prétentions retarda la reconstitution du Canton qui n'eut lieu que par l'intervention des ministres étrangers : ce sont eux qui arrêterent les dispositions de la Constitution du 12 Mai 1815.

Le Valais fut partagé en 13 Dixains, dont cinq pour la partie inférieure avec chacun quatre Députés au Grand Conseil, abstraction faite de sa population. Ainsi le Dixain d'Entremont avec une population que le dernier recensement porte à plus de 9000 âmes, ne fournissait pas plus de Députés qu'un Dixain de 4000 âmes, comme ceux de Brigue et de Loèche.

Le Révérendissime Evêque obtint le même nombre de suffrages qu'un Dixain.

Quelques favorables que ces arrangemens fussent pour le Haut-Valais, il protesta contre, en déclarant ne se soumettre qu'à la force.

Le Bas-Valais se résigna, confiant dans un meilleur avenir.

Cette Constitution, acceptée comme une nécessité, n'a été soumise ni aux conseils des Dixains ni au peuple.



En consacrant de choquantes inégalités, elle s'innoculait des germes de discorde qui ne tardèrent pas à se développer, et le tems ne fit qu'accroître le sentiment de l'injustice un instant comprimé.

Déjà en 1820, le Dixain de Sierre, celui là même où, comme le dit le Rapport du Commissariat fédéral sous date du 17 Mars, est en ce moment le foyer de l'opposition, réclama un changement dans la représentation. Ce Dixain, étant au nombre des plus grands, trouverait dans ce changement équitable un intérêt qu'il ne manquerait pas de faire valoir s'il savait se dégager des préoccupations du moment.

La demande du Dixain de Sierre, présentée dans la Diète Cantonale, commença la série des *ajournemens*.

Quatre Dixains du Bas-Valais la reproduisirent en 1833, par un mémoire étendu, sous date du 13 Novembre.

La déplorable attitude que l'Etat du Valais prenait alors dans les affaires fédérales, l'intention hautement proclamée de créer en Suisse une ligue à part imposaient le devoir de ne pas tarder davantage à réclamer pour le Valais une représentation qui fut l'expression fidèle de l'opinion de la majorité du pays.

Sous le prétexte que la demande n'avait pas précédé de 15 jours, l'ouverture de la session où elle fut soumise, la Diète refusa de s'en occuper.

Reprise à la session du Mai 1834, la délibération fut renvoyée à des tems plus tranquilles.

Cette question sommeilla jusqu'en 1838. Si les Dixains réclamans n'ont pas mis plus d'activité et d'insistance dans la poursuite de leurs justes prétentions, il faut l'attribuer à la division qui avait pénétré chez eux ; mais dès lors les préventions, qu'on avait su habilement exploiter, disparurent.

Le peuple consulté plusieurs fois, se prononça à la presque unanimité et avec chaleur, en faveur de la représentation proportionnelle et nantit à cet effet d'un pouvoir spécial ses mandataires qui revinrent à la charge en Mai 1838.

A cette époque le Conseil d'Etat proposa et la Diète adopta un moyen terme, d'après le quel chaque Dixain conserverait quatre Députés, avec un de plus par chaque 1500 âmes au dessus de 4000.

Quoique cette proposition n'eut obtenu en Diète que la simple majorité, elle fut soumise à l'approbation des Conseils de Dixains ; les six Dixains occidentaux, ayant une population de 43000 âmes y adhérèrent, mais ils durent céder devant la majorité fictive composée des sept anciens Dixains, dont la population n'est que de 32000 habitans.

Pas une seule voix ne s'éleva dans les Conseils du Haut-Valais pour l'adoption d'une proposition qui était loin de faire la juste part des grands Dixains, mais qu'ils acceptaient pour bien de paix et comme un premier pas vers un meilleur avenir.

Aucun compte n'ayant été tenu aux Dixains réclamans de leurs dispositions conciliatrices, ils résolurent de reprendre la poursuite de leurs réclamations, pour ne plus l'interrompre.

La Diète, saisie de nouveau de cette affaire, dans sa session de Décembre, adopta, en majorité, le préavis du Conseil d'Etat, consacrant le principe de la représentation proportionnelle, mais les deux tiers des voix, exigés par la Constitution, n'étant pas acquis à cette proposition, la Diète ne voulut pas passer outre, ni déterminer le chiffre de la représentation.

La résolution honorable que prit la ville de Sion de se joindre à la cause de la réforme et les manifestations toujours plus énergiques des populations du Bas-Valais, rendaient la position de la Diète très embarrassante.

Elle prit le parti de décréter la révision de la Constitution et s'ajourna au 14 Janvier.

Le Bas-Valais, toujours confiant, accepta avec joie cette décision, on s'y occupa activement des

améliorations à introduire dans le pacte fondamental et à faire disparaître les nombreuses imperfections de la Constitution de 1815.

Une Commission d'un membre par Dixain se réunit à Sion le 3 Janvier, conformément à la décision de la Diète, pour élaborer un projet de Constitution.

Le délégué du Dixain de Conches se chargea de dissiper les illusions dont les sept Dixains occidentaux s'étaient bercés, en déclarant que son Dixain restait attaché à la Constitution de 1815 et demanderait plutôt la séparation que de consentir à un changement.

Les délégués des autres Dixains du Haut-Valais se prononcèrent également pour le *statu quo*.

Plus tard, ils subordonnèrent leur concours à l'adoption préalable des 18 articles indiqués à l'annexe litt. B. du rapport du Commissariat fédéral sous date du 17 Mars.

Ces articles, contenant les combinaisons les plus absurdes, tendaient à substituer à l'ancien ordre de choses, un état encore plus intolérable et moins rationnel.

La majorité de la Commission formée des délégués des sept Dixains occidentaux se mit à l'œuvre,

non obstant les protestations et l'absence de la minorité: elle élaborâ un projet de Constitution dont les principales dispositions passèrent dans la nouvelle Constitution,

La conduite tenue, en cette circonstance par les Dixains orientaux, annonçait assez qu'ils n'entraient point franchement dans les voies de la révision qu'ils avaient votée; il était ainsi à prévoir que toute discussion par une assemblée où les représentans de la minorité du peuple pourraient dicter la loi à la majorité, n'aurait aucun résultat satisfaisant.

Dans cette prévision, les cinq Dixains occidentaux résolurent de se faire représenter, d'après leur population, dans l'assemblée chargée de réviser la Constitution.

C'était le seul moyen pour arriver à une solution, pour éviter que la minorité dictât la loi à la majorité, et pour que l'acte constitutionnel soit l'expression fidèle des vœux de la majorité du pays.

Les députés du Bas-Valais se présentèrent, en effet, en nombre proportionné à la population aux séances de la Diète des 14 et 15 Janvier.

Le Conseil d'Etat, par un abus de pouvoir, ajourna la Diète, sans égard à l'opposition des Dixains occidentaux.

Les représentans de la majorité restèrent en séance pour continuer l'œuvre de la révision, savoir, ceux de Conthey, Martigny, Entremont, St.-Maurice, Monthey et Hérens, ceux-ci en se réservant l'approbation de leurs commettans qui intervint peu de tems après.

Les Députés du Dixain de Sion se retirèrent uniquement pour consulter leurs commettans et revinrent le lendemain en séance avec leur assentiment.

L'assemblée, composée des députés de la très-grande majorité du peuple, se forma en Constituante et fit de suite un appel amical aux Dixains non représentés, ainsi qu'au Révérendissime Evêque lui-même, comme membre de l'ancienne Diète.

Six communes seulement du Dixain de Sierre répondirent à cet appel et envoyèrent, ainsi que leur population le comportait, trois députés à la Constituante qui, par cette accession, représentait les deux tiers du Canton.

Dans tout le reste du Haut-Valais, les magistrats ne daignèrent pas même communiquer au peuple l'invitation que la Constituante leur avait adressée.

Nous vous le demandons maintenant, très-chers et fidèles Confédérés, les représentans des deux tiers du pays devaient-ils, pouvaient-ils ne pas poursuivre la tâche qui leur était confiée?

L'absence volontaire de la minorité suffisait-elle pour entrâver l'œuvre de la réforme qu'elle-même avait votée?

Les opposans croyent trouver un moyen de justification dans l'article 57 de la constitution de 1815 qui exige pour tout changement une majorité des deux tiers de la Diète.

Ce serait interdire à jamais toute amélioration dans les institutions politiques du Valais, car les défenseurs du privilège y apporteront toujours leur veto.

Il suffirait de la résistance des députés d'une minorité de 14,000 âmes, et de celle de l'Evêque, pour arrêter tout progrès et inféoder à un système d'origine étrangère, les 60,000 autres habitans du Canton!

Une telle disposition est destructive de la souveraineté du peuple, consacrée par la Constitution même.

Dans tous les cas, l'art. 57 n'exclut pas et ne peut pas exclure le mode de révision par le moyen de la Constituante et le peuple lui-même.

Pénétré de la justice de ce principe la Diète fédérale a pris en 1830 un conclusum qui a reçu dès-lors une constante application. Le Valais a le droit d'en invoquer les bienfaisantes dispositions

à l'instar de plusieurs de ses Co-Etats, et comme peuple libre et souverain.

La Constituante se mit à l'œuvre avec ardeur. Son premier acte fut de décréter la publicité de ses séances. Elle procéda avec calme et dignité, sous les yeux du Gouvernement et sans aucune opposition.

Elle adressa au peuple des proclamations où elle annonça sa formation, où elle exposait ses vues et invitait, dans les termes les plus pressans et les plus affectueux, la minorité dissidente à se rallier à la majorité.

Mais rien ne pût arriver jusqu'au peuple du Haut-Valais, rien si ce n'est le mensonge et la calomnie qu'on a largement exploités.

La Constituante termina ses travaux le 30 Janvier. Le peuple fut appelé à voter sur la Constitution le 17 Février, et prévenu que les absens, à l'exception des malades et des infirmes, seraient envisagés comme acceptans.

La votation n'eût lieu que dans la partie du pays qui s'était fait représenter à la Constituante. Les exemplaires allemands de la nouvelle Constitution transmis dans le Haut-Valais, furent tous renvoyés sans publication.

La Constituante se réunit le 25 Février pour



procéder au dépouillement des procès-verbaux des votations qui, au besoin, peuvent encore être consultés.

Le résultat des votations par Dixain est consigné dans un tableau annexé au rapport du Commissariat fédéral du 17 Mars, litt. E.

Il en résulte que sur 10,187 votes 1156 furent négatifs et 9108 affirmatifs, y compris 2135 absens.

Quelques votations, mais en petit nombre, et tant dans un sens que dans l'autre, ayant été trouvées irrégulières, n'ont compté ni pour ni contre.

Ces chiffres prouvent, d'une manière non équivoque, que la Constitution nouvelle est l'expression fidèle des vœux du peuple et des besoins du pays, puisqu'elle n'a rencontrée qu'une opposition aussi faible.

C'est surtout dans les environs de Sion que cette opposition s'est formée parmi des montagnards simples, à l'aide des manœuvres les plus odieuses.

La Constitution n'en a pas moins été acceptée par une majorité que la règle de proportion prouve être celle du pays tout entier ; car si sur 50,000 habitans il s'est trouvé 10,187 citoyens actifs, il doit y avoir la moitié de ce nombre sur 25,000 âmes ; en les supposant tous négatifs, la majorité serait encore acquise à la nouvelle Constitution.

Au reste, le Haut-Valais devait voter : il a été sommé de le faire, qu'il supporte les conséquences de son refus.

Au vu des chiffres, la Constituante ne pouvait que proclamer l'acceptation de la Constitution et décréter sa mise à exécution.

L'arrêté qui l'annonce au peuple, celui qui décrète la formation du Grand-Conseil, l'élection d'un nouveau Gouvernement furent votés à l'unanimité par la Constituante où les sept Dixains occidentaux étaient représentés.

La constitution a été mise à exécution dans ces mêmes Dixains, sauf dans une partie du Dixain d'Hérens qui fait maintenant cause commune avec le Haut-Valais, après avoir constamment voté pour la représentation proportionnelle, après avoir pris part à la Constituante et avoir prononcé par ses députés l'acceptation de la Constitution nouvelle.

Le nouveau Grand-Conseil, réuni le 14 Mars, a procédé aux nominations qui lui sont attribuées.

Le Conseil d'Etat nommé par lui a été installé sans opposition, dans la capitale; son autorité est reconnue dans le Bas-Valais et dans le Dixain de Sion auquel on a joint; sur leur demande, deux communes du dixain d'Hérens que la ville de Sion séparait de l'autre partie du Dixain.

Ces Dixains ont une population de 42,000 âmes et forment ainsi la majorité du pays.

L'ancien Conseil d'Etat, réduit à trois membres par la retraite des deux Conseillers d'Etat du Bas-Valais, a continué à siéger à Sion; le Commissariat fédéral et le Directoire ayant mis opposition à son expulsion.

Les deux Gouvernemens furent reconnus par le Directoire qui a, de cette manière, autorisé une séparation de fait qu'il avait toujours eu à cœur d'empêcher.

Une régénération salubre a été entravée par une minorité qui n'a d'autre titre que son opiniâtreté.

Il est vrai que le Haut-Valais et une fraction de l'ancien Conseil d'Etat, contestent l'existence de la majorité en faveur de la nouvelle Constitution, mais ils ont de même méconnu l'autorité de la Constituante qui cependant représentait les deux tiers du Pays.

Nous croyons avoir déjà suffisamment établi que la majorité de tout le pays est acquise à la nouvelle constitution.

On oppose 11000 signatures; mais ce nombre fût-il exact, est-ce de cette manière qu'un peuple se prononce sur ses institutions?

Que signifient des signatures recueillies à domicile, et dont un grand nombre ont été surprises à la bonne foi de citoyens et d'étrangers n'ayant pas droit de voter.

Dira-t-on que le peuple du Haut-Valais a pu rejeter en connaissance de cause une Constitution qu'il ne connaît pas?

Le chiffre de 11,000 est d'ailleurs évidemment disproportionné à la population.

On s'excuse à la vérité, en alléguant que le recensement de 1837 n'est pas exact, mais si l'on a pu dissimuler la population, au préjudice des Cantons confédérés, on a bien pu ne pas être très exact dans la supputation des signatures.

Le Haut-Valais se récrie contre l'acceptation d'une constitution à laquelle il n'a pas pris part, tout en demandant le maintien de la Constitution de 1815, qui est l'œuvre de l'étranger.

S'il n'a pas concouru à la discussion de la Constitution, il ne doit l'imputer qu'à lui-même.

Cette Constitution ne lui est d'ailleurs point défavorable et on défie de citer un seul article qui puisse être rangé dans cette catégorie.

Dans des proclamations que les députés du Haut-Valais ont répandues parmi le peuple pour le détourner de l'acceptation de la Constitution, ils ont signalé :

La liberté de la presse comme incompatible avec la religion catholique,

La suppression des quatre voix de l'Evêque comme une violation des droits du clergé.

Le referendum comme illusoire ;

Rappeler ces incriminations, c'est démontrer que rien n'est fondé dans les plaintes du Haut-Valais.

Dans d'autres écrits, il a exprimé la crainte simulée d'être sacrifié à la prépondérance que le Bas-Valais acquerrait par la représentation à raison de la population.

Mais le Bas-Valais seul ne forme pas majorité et, en second lieu, le passé peut répondre de l'avenir.

Sous l'empire de la constitution de 1802, qui consacrait le principe de la représentation proportionnelle, pas une plainte ne s'est élevée.

Le Haut-Valais témoigne des craintes pour les droits d'entrée sur les productions venant d'Italie que le Bas-Valais aurait intérêt à hausser ; mais les dixains de Sion, Hérens, Sierre et une partie de Loèche ont le même intérêt ; ils font majorité même d'après la constitution de 1815, et cependant jamais ils n'en ont abusé.

Au reste, les députés du Bas-Valais à la commission de révision du 3 Janvier, ont promis

à cet égard de faire une large part aux convenances du Haut-Valais qui n'en a tenu aucun compte.

Et, finalement, les craintes signalées par le Haut-Valais fussent-elles fondées, la majorité doit-elle être en souffrance pour avantager la minorité?

Ces craintes chimériques ne sont qu'un prétexte pour agir sur les populations; le motif réel de l'opposition se trouve dans cette prépondérance qu'on a exploitée et dont il coûte de se départir; on ne veut pas renoncer à des abus invétérés, on ne peut pas s'habituer à voir dans le Bas-Valais des concitoyens égaux en droit.

Tel est le secret et le mobile de l'opposition.

Non-obstant la futilité des motifs sur lesquels elle repose et pour épuiser toute la série des moyens de conciliation, compatibles avec l'honneur et le maintien des principes, le peuple des Dixains qui reconnaissent la nouvelle constitution, veut bien, ainsi que le Grand-Conseil le lui a proposé par un décret du 3 courant, consentir à une discussion nouvelle avec la partie dissidente. — Il s'est prononcé dans ce sens dans les assemblées du 5 du courant.

Mais il ne veut se lier d'avance par aucune condition : la majorité du pays en décidera.

Que peut-on exiger de plus?

Le Haut-Valais croit par une opposition opi-

niâtre, et par la continuation de ses intrigues, ramener le régime de 1815.

Qu'il le sache bien et que les Conseils de la Confédération en soient convaincus : jamais le repos et la tranquillité ne seront assurés en Valais tant que le pacte fondamental ne reposera pas sur la justice et l'égalité des droits : l'opinion publique, encore chancelante il y a quelques années, est formée à cet égard et elle se renforce chaque jour.

La force seule pourrait remettre en vigueur une Constitution aussi antipathique à la majorité. La force maintiendrait ce que la force a introduit.

C'est là une idée à laquelle il est inutile de s'arrêter.

L'ancienne Diète a été unanime pour décréter la révision de cette Constitution ; les députés des deux tiers du peuple en ont élaboré une nouvelle qui a été adoptée et qui est obéie par la majorité.

Tel est, fidèles et chers Confédérés ! l'exposé des faits et de l'état des choses dans notre Canton.

Il a dû vous convaincre que ce n'est point un besoin inconsidéré d'innovations qui a amené les changemens qui se sont accomplis en Valais, mais le désir bien légitime d'asseoir nos institutions sur la justice et l'égalité qui en découle, afin de mettre un terme à des réclamations sans cesse renaissantes

qui entretenaient l'agitation et le malaise', afin de faire sortir le pays de cet état de marasme où il était plongé et lui assurer dans la Confédération une position en rapport avec l'opinion de la majorité.

La Constitution de 1815, avec ses nombreuses imperfections, mettait un obstacle à tout développement matériel et intellectuel dans le Canton.

Elle a d'ailleurs une origine dont il importe de faire perdre la trace.

Vous tiendrez compte, fidèles et chers Confédérés, à la partie régénérée du Canton, de ses dispositions conciliatrices et de sa longanimité.

La Constitution nouvelle est sans doute loin d'atteindre la perfection ; mais elle ouvre la voie au progrès et aux améliorations, et elle est dans tous les cas bien préférable à l'ancienne.

Aussi venons-nous avec confiance vous demander, fidèles et chers Confédérés ! la garantie de cette Constitution. Vous la lui accorderez parcequ'elle est l'œuvre de la majorité du peuple et qu'elle ne contient rien de contraire au Pacte fédéral.

Nous sollicitons cette garantie en nous déclarant toujours prêts à donner suite au décret du Grand-Conseil, sous date du 3 courant, sanctionné par les assemblées primaires.



En vous priant, fidèles et chers Confédérés, d'accueillir favorablement notre demande, nous vous présentons l'assurance de toute notre considération, et de notre attachement fédéral, vous recommandant avec nous à la protection divine.

*Le Président du Conseil d'Etat,*  
**JANVIER DE RIEDMATTEN.**

*Le Secrétaire d'Etat,*

**BONJEAN,**







